Une aide à géographie variable

Par
MICHEL HENRY

Un simple coup d'œil sur les chiffres montre que, même si le pape a appelé dimanche chaque paroisse du continent à accueillir une famille de réfugiés, l'Europe ne s'en sortira pas toute seule. Alors que 365 000 migrants et réfugiés sont arrivés depuis le début de l'année par la Méditerranée et que 2800 sont morts en mer, l'accueil organisé en Allemagne pourrait créer un nouvel appel d'air chez les Syriens (lire le reportage page 3). Mais que fait le reste de la planète ? Pas grand-chose. « Avec 4 000 arrivées de réfugiés par jour actuellement en Europe [...], le système est devenu chaotique », a expliqué le chef du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), Antonio Guterres, pour qui il s'agit certes d'« un problème très sérieux [...], mais, à l'échelle de la planète, ce n'est pas une des plus grandes crises ». S'ils organisent un minimum d'entraide, les pays riches peuvent la gérer, surtout que 86 % des réfugiés se trouvent dans les pays pauvres. Encore faut-il une volonté politique et elle fait cruellement défaut.

LES ÉTATS-UNIS EN RETRAIT
« Le monde entier doit travailler ensemble. Pas juste un ou deux pays, pas juste l'Europe ou les États-Unis », a reconnu vendredi Hillary Clinton, candidate pour la présidentielle

Tandis que l'Europe prend enfin la mesure du drame et que la Jordanie et le Liban suffoquent face au nombre de réfugiés, le reste du monde fait la sourde oreille.

de 2016. Sauf que son collègue démocrate Barack Obama reste très en retrait de ce souhait : sur 4 millions de réfugiés syriens, les États-Unis n'ont accueilli que 1500 personnes en quatre ans de guerre. Même si ce nombre doit atteindre 1800 fin septembre, avant de tourner entre 5000 et 8000 d'ici l'automne 2016,

cela représente une misère. Et Washington reste ambigu : oui, le pays « pourrait faire beaucoup plus pour protéger ces populations », a reconnu le secrétaire d'État, John Kerry, au *Huffington Post*. Mais, non, il « ne parle pas de prendre [plus de réfugiés] de manière permanente ».

Car selon un porte-parole de la diplomatie, la « première priorité est de protéger la sécurité nationale des États-Unis et leurs ressortissants » : les Américains craignent que, dans le lot de demandeurs d'asile, figurent de futurs terroristes. Ils n'ouvrent donc le robinet qu'au compte-gouttes, ce qu'a regretté vendredi l'ex-ministre britannique des Affaires étrangères David Miliband, devenu président de l'Internation

tional Rescue Committee (IRC), organisation qui vient en aide aux personnes victimes de persécutions : « Pour la Syrie, je crains que la performance ne soit pas à la hauteur. »

LE CANADA, L'AUSTRALIE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE TROP RADINS

Lundi, la Nouvelle-Zélande (4,5 millions d'habitants) a annoncé qu'elle accueillera 750 Syriens sur trois ans. Le gouvernement conservateur en prend 600 d'urgence (au lieu de 150 par an jusqu'ici). Certes, Wellington augmente un quota inchangé depuis trente ans, mais l'effort reste modeste.

Même frilosité en Australie, où l'on mène une féroce politique anti-immigration : le pays accueillera plus de Syriens, a expliqué dimanche le Premier ministre conservateur, Tony Abbott, mais sans relever son quota annuel global (13750). L'opposition travailliste réclame qu'on accueille 10 000 personnes d'urgence, rappelant qu'en 1999, l'Australie a accepté 4 000 réfugiés du Kosovo. Le débat est également vivace au Canada, traumatisé par le destin tra-

gique du petit Aylan, dont la famille avait demandé asile dans ce pays. Mais le gouvernement conservateur ne lâche que modérément la bride. Il propose d'accueillir 10 000 Syriens de plus d'ici fin 2017. Insuffisant pour l'opposition. La solution viendra peut-être des maires de Toronto, Ottawa ou Montréal : ils veulent agir directement dans leurs villes pour augmenter l'accueil. La province du Québec devrait accueillir 3650 Syriens d'ici décembre.

LES PAYS DU GOLFE ET L'IRAN AUX ABONNÉS ABSENTS

Les pétromonarchies donnent des milliards de dollars pour financer les camps de réfugiés dans d'autres pays (Jordanie, Liban, Turquie) et des actions humanitaires via le Croissant-Rouge. Mais aucune ne bouge le petit doigt pour en accueillir sur leur sol, notamment pour des raisons sécuritaires. Rien n'indique cependant que des Syriens aient envie de s'y installer. « Se répartir la tache n'a aucune signification dans le Golfe, et l'approche qatarienne, saoudienne et des Émirats a consisté à signer un chèque pour que d'autres s'en occupent », résume, dans le *New York Times*, Sarah Leah Whitson, de Human Rights Watch. Qui ajoute : « Maintenant, tout le monde dit que ce n'est pas équitable. »

Mais comment changer ? Certains observateurs, dans le Golfe, renvoient la patate chaude vers la Russie et l'Iran, qui ne prennent pas de

réfugiés alors qu'ils sont les principaux soutiens de Bachar al-Assad – et donc à l'origine, au moins indirectement, du flot qui fuit le régime.

EN JORDANIE ET AU LIBAN DES CAMPS EN CRISE ET UNE AIDE RÉDUITE

Les réfugiés syriens se trouvent essentiellement en Turquie (2 millions), au Liban, en Jordanie et en Irak. Ces pays ne s'en sortent plus. En Jordanie (600 000 Syriens selon le HCR, 1,4 million selon Amman), l'aide du Programme alimentaire mondial (PAM) vient d'être coupée, faute de fonds, à 230 000 Syriens vivant hors des camps. Au Liban (1,1 million de réfugiés syriens), les coupons alimentaires ont déjà été réduits de moitié, passant de 27 à 13,5 dollars par mois. Le PAM a aussi diminué d'un tiers les bénéficiaires de ses coupons, passés de 2,1 millions de réfugiés à 1,4 million.

Le PAM a besoin de 236 millions de dollars d'ici fin novembre pour aider les Syriens dans leur pays ou réfugiés à proximité. Le HCR tend sa sébile et propose une solution originale : dans une pub parue lundi dans la presse italienne, il demande aux millionnaires de donner chacun 15 000 euros. « En Italie, 219 000 personnes possèdent un patrimoine supérieur à 1 million d'euros. Si tu lis cet appel et que tu en fais partie, sache qu'avec 15 000 euros, nous pouvons fournir à 10 familles de réfugiés syriens en Jordanie les moyens pour vivre dignement pendant un an. »

En Autriche, du soutien et des questions

Mobilisés pour aider les réfugiés, les Viennois s'interrogent sur leur intégration à long terme. Le gouvernement s'est engagé dans un bras de fer avec le Hongrois Viktor Orbán.

Des hommes d'affaires sur leur trente-et-un. Des écoliers qui courent pour leur rentrée des classes. Des trains à l'heure. Difficile, ce lundi matin, de croire que 900 migrants ont encore dormi à la gare de l'Ouest, à Vienne. Tout proche, le centre d'accueil pour les réfugiés est une vraie caverne d'Ali Baba. On y trouve tout ce que les Viennois ont offert : des tonnes de bouteilles d'eau, des chariots de petits pots, des montagnes de vêtements. « Pour l'instant, on a tout ce qu'il faut », confirme Sophie Neurad, une bénévoles.

Un train spécialement affrété par la compagnie autrichienne des chemins de fer ÖBB a quitté la gare dans la matinée pour Munich, avec 650 migrants. Deux autres convois de-

vaient partir dans la journée. Matthias Drexel, de l'association Caritas, peut souffler. « On sera là le temps qu'il faudra, affirme-t-il toutefois. Nous avons une réunion chaque matin avec la police et l'ÖBB, pour savoir à peu près combien de personnes vont venir de Hongrie. »

Elan de générosité. « Nous avons envoyé deux de nos employés à Budapest, pour qu'ils nous informent de ce qui s'y passe », explique Michael Braun, un porte-parole des chemins de fer. Notre objectif pour la semaine qui vient, c'est que le passage des migrants puisse se faire, que l'on soit capable d'affréter encore des trains spéciaux si nécessaire, tout en gênant le moins possible le trafic régulier. » Car pendant que se déroule cette crise, exceptionnelle pour ce pays de seulement 8,3 millions d'habitants, les Viennois continuent de voyager, de se rendre au travail. S'ils comprennent, dans leur majorité, la nécessité d'aider les réfugiés à rejoindre l'Allemagne, ils se demandent aussi jusqu'où cela va les mener. « Ça paraît irréel, normalement, on voit cela à la télé », réagit Isabella Grac, 17 ans. « Je crois que les médias en rajoutent un peu dans le pathos, »

surenchérit le jeune Stefan Huber. On a la capacité d'accueillir des milliers de personnes. La question, c'est plutôt comment va-t-on les intégrer ?

« On a la capacité d'accueillir des milliers de personnes. La question, c'est plutôt comment va-t-on les intégrer ? »

« On a la capacité d'accueillir des milliers de personnes. La question, c'est plutôt comment va-t-on les intégrer ? »

STEFAN HUBER jeune Viennois

et au Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, que cette situation ne peut être que « temporaire ». Dès ce lundi, il a rencontré ses homologues tchèque et slovaque pour tenter de leur faire accepter l'idée de répartir les réfugiés dans toute l'Union, selon ce système encore décrié des fameux quotas. Il a déjà prévenu que les frontières de son pays ne resteraient pas ouvertes éternellement.

Orbán « disqualifié ». Faymann, qui affiche sa bonne entente avec la chancelière allemande, est très sévère envers les autorités hongroises. Dans une interview au tabloïd *Österreich*, il accuse l'homme fort de Budapest d'être un menteur. « Orbán nous a dit, à Merkel et à moi, qu'il n'y aurait pas plus de 4 000 [migrants]. Dès le début, je ne l'ai pas cru », peut-on lire. Selon Faymann, en créant un tel « chaos », Orbán se serait « disqualifié politiquement ». Ce dernier a répondu en suggérant à Vienne et Berlin de fermer leurs frontières et de « dire clairement » qu'aucun réfugié ne sera plus accueilli. Sinon, prévient-il, « plusieurs millions » viendront en Europe.

BLAISE GAUQUELIN
Correspondant à Vienne